

FAI
Miss Morley



CANADA

DECLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

70/18

LE CANADA ET L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN - II

Déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, à l'Union des journalistes étrangers, Bruxelles, le 1er décembre 1970.

C'est un grand honneur pour moi ainsi que pour mon pays d'avoir été invité par vous à prendre la parole au premier déjeuner-rencontre de votre groupe. C'est également un immense plaisir et une occasion pour ainsi dire unique qui m'est offerte. En effet, si je suis aujourd'hui au milieu de vous, c'est dans le but de répondre à vos questions et d'avoir avec vous un échange de vues. J'aimerais toutefois, si vous le permettez, soulever au préalable et brièvement avec vous quelques questions.

Au cours de mon voyage en Europe, j'ai d'abord visité Londres, puis je me rendrai, au début de la semaine prochaine, à La Haye. Le but de mes visites aux Gouvernements britannique, belge et hollandais, ainsi qu'aux Communautés européennes, est de m'entretenir des perspectives d'élargissement du Marché commun qui résulteraient de l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne et des autres pays membres de l'Association européenne de libre échange, et envisager les répercussions que cet important développement pourrait avoir sur les liens traditionnels canadiens avec l'Europe, spécialement dans le domaine commercial, sans oublier l'impact que ce changement pourrait provoquer dans les relations internationales elles-mêmes. Au début de la semaine dernière, à Ottawa, j'ai rencontré les chefs de l'administration américaine dirigés par le secrétaire d'État Rogers et nous avons abordé ensemble à peu près le même éventail de problèmes.

La date de mes visites en Europe a été fixée en fonction de la réunion ministérielle de l'OTAN qui commencera ici demain. J'aimerais donc d'abord vous dire quelques mots au sujet du Canada et de l'OTAN. Le Canada vient de procéder à une révision en profondeur de sa politique étrangère, révision amorcée il y a deux ans environ. Un des problèmes que nous avons dû aborder et régler au plus tôt au cours de cet exercice, a été celui de notre parti-

icipation comme membre de l'OTAN et la question connexe de notre contribution militaire en Europe. Notre décision a été à l'effet que le Canada est et restera membre à part entière de l'Alliance de l'Atlantique Nord. La sécurité du Canada est très étroitement liée à celle de l'Europe et le Canada continuera à l'avenir à jouer son rôle dans l'organisation de la sécurité européenne. Ces décisions ont été prises après un examen approfondi des facteurs présents et de l'évolution en Europe, des courants d'opinions au Canada, ainsi que d'un choix qui s'offrait à nous; ce choix allant d'une forme de désengagement à une participation plus active dans les mécanismes de défense collective. Peu de pays de l'OTAN, s'il en est, ont soumis à un examen si approfondi leur appartenance à l'Organisation. Que le Canada ait pris cette initiative et ait conclu qu'il est dans son propre intérêt de demeurer au sein de l'Alliance, tout en maintenant sa participation militaire en Europe, ceci renforce, il me semble, cette alliance. Dans ce contexte, la répartition précise des effectifs militaires canadiens entre l'Europe et les régions nord-américaine et atlantique, est avant tout une question de savoir où et comment ces effectifs peuvent être utilisés de la façon la plus efficace et selon l'intérêt commun. Je puis vous dire toutefois qu'il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement canadien de réduire de nouveau le niveau de ses contributions militaires en Europe dans un avenir prévisible.

La révision de notre politique étrangère est allée beaucoup plus loin que les seules considérations de sécurité. Par nécessité, une bonne partie de cet exercice a été consacrée au problème crucial auquel le Canada doit faire face, soit: comment vivre séparément, mais aussi en harmonie avec les Etats-Unis, la plus grande puissance mondiale? Les nations de l'Europe de l'Ouest ont également ce problème en commun, mais dans le cas du Canada, il revêt une dimension plus grande à cause de la proximité géographique, de l'interdépendance économique, de la défense commune du continent nord-américain et de l'influence sur la société canadienne d'une culture américaine qui pénètre presque par osmose.

Le maintien d'un degré suffisant d'indépendance économique et politique en face de la puissance et de l'influence américaines est un problème qui nous est commun. Pour faire face à ce problème se trouvent à la fois réunies une communauté d'intérêts et une occasion de coopérer. Nous cherchons à maintenir d'étroits liens politiques, économiques et sociaux avec l'Europe, non pas en guise de mesures dirigées contre les Etats-Unis, mais plutôt afin de créer un sain équilibre à l'intérieur de la Communauté nord-atlantique.

Alors que beaucoup d'Européens sont pleinement conscients des liens historiques et culturels qui lient l'Europe au Canada, ainsi que des grandes possibilités de coopération économique et scientifique qui existent entre nous et qui peuvent contribuer au bien-être de nos sociétés, il y a ici une tendance trop fréquente à dire au Canada: "Vos intérêts sont pleinement protégés de par vos

liens étroits avec les États-Unis; vous êtes une nation nord-américaine alors réglez vos problèmes avec les États-Unis." Le Canada ne peut, cela va sans dire, accepter une telle simplification. Les États-Unis sont notre plus proche ami et allié et le demeureront. Le fait de dire ceci n'implique en aucune façon que le Canada puisse un jour accepter une forme quelconque d'hégémonie américaine. Le Canada restera un état souverain, libre et indépendant. La poursuite de cet objectif primordial exige que nous entretenions avec les pays d'Europe des relations solides et vivantes.

Lorsque, du Canada, nous tournons nos regards vers les pays au delà de l'Atlantique, nous voyons une Europe nouvelle et en pleine évolution. Le Rideau de Fer n'est plus aussi imperméable au commerce, à l'échange des idées et aux discussions. La Communauté européenne est devenue une réalité dynamique. Nous sommes, il va sans dire, pleinement conscients de ces changements mais peut-être ne le sommes-nous pas suffisamment de leur signification et de leurs répercussions sur le Canada.

Nous nous sommes vite mis au pas. L'Europe des Dix englobera 40 pour cent du commerce mondial, on peut s'attendre à ce qu'elle importe quelque 16 pour cent de ce qu'elle consommera. Le Canada ne peut se permettre le luxe de rester en marge de ce grand marché ni prétendre ignorer ce que représente ce marché pour nos échanges internationaux, pour le commerce qui nous fait vivre.

Voici l'une des principales raisons de ma visite aux Communautés européennes à Bruxelles, ainsi qu'à certaines autres capitales des Six pays du Marché commun, et l'une des raisons de mes entretiens avec les représentants de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Il est d'importance capitale pour moi, en ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de constater par moi-même les événements qui surviennent ou sont sur le point de se produire en Europe, et de rencontrer personnellement ou de renouer connaissance avec les personnalités qui travaillent à la transformation de l'Europe. Car c'est présentement ce qui se passe; les Six d'un côté et les quatre candidats de l'autre, qui, ensemble, constituent le noyau de la Communauté élargie, transformeront la carte de l'Europe occidentale et, dans une certaine mesure, l'équilibre économique et politique que nous connaissons depuis la fin de la guerre.

La Communauté élargie est déjà le plus grand ensemble importateur du monde et les Six, de même que les quatre candidats, partagent jusqu'à un certain point la responsabilité de la rupture de l'équilibre des relations dans le domaine du commerce multilatéral, tel que nous l'avons connu jusqu'à présent. Même s'il est vrai que les membres de la Communauté et les pays candidats sont engagés dans des négociations extrêmement délicates, complexes

et longues, qui constitueront la Communauté agrandie, ils devront, à un moment donné, se rendre compte de leur poids et de leur importance dans la nouvelle configuration du monde occidental. La Communauté agrandie est-elle prête à assumer des responsabilités mondiales en rapport avec son importance et son envergure? Pouvons-nous nous attendre à ce que la Communauté agrandie exerce une influence libéralisante sur le commerce mondial?

Il est possible que dans le passé les Canadiens aient considéré la montée du Marché commun un peu trop sous l'angle des menaces et des contraintes que celui-ci semble faire peser sur nous et pas assez en fonction des défis et des possibilités qu'il nous offre. Dans la poursuite de nos objectifs nationaux et dans notre propre intérêt, nous devons nous apprêter à profiter de ce grand marché en expansion, non pas simplement comme une région où vendre des quantités croissantes de produits primaires de nos fermes, de nos mines et de nos forêts, mais aussi comme un débouché pour les produits finis de nos industries secondaires.

Le Marché commun peut absorber, avec profit pour lui et pour nous, une bien plus grande quantité de produits manufacturés canadiens. A un moment où le chômage atteint dans notre pays près de sept pour cent de la main-d'oeuvre et qu'il est malheureusement plus élevé encore dans certaines régions, y compris la province de Québec, il est indispensable que nous bâtissions notre industrie secondaire de produits manufacturés. Les industries d'extraction peuvent contribuer à la richesse du Canada, mais elles ne peuvent créer assez d'emplois pour notre population en croissance.

D'autre part, nous ressentons de très vives inquiétudes quant aux effets qui pourraient résulter de l'élargissement de ce vaste marché. C'est ce que je viens discuter aujourd'hui avec mes collègues européens. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun apportera un certain éclatement sur les exportations canadiennes, tout particulièrement sur les produits agricoles. Bien sûr je ne souhaite pas que l'élargissement du Marché commun soit arrêté ou différé pour des raisons canadiennes. Je désire cependant mettre l'accent, et je veux bien le faire comprendre à mes collègues réunis ici, sur le fait que l'élargissement de la Communauté ne doit pas se faire au détriment d'autres pays, tel que le Canada.

Il y a également le danger d'une confrontation négative entre l'Europe et l'Amérique du Nord, conséquence de la polarisation du marché. Il a fallu toute une génération pour apaiser la polarisation des pouvoirs politiques qui nous a conduits à la guerre froide; si l'on devait subir les conséquences néfastes d'une polarisation de marché, cette guerre serait encore plus redoutable. Les effets d'une telle polarisation seraient vraiment désastreux pour le Canada. Nous avons plus à perdre que tout autre pays vis-à-vis un marché américain protectionniste et vis-à-vis les mesures de représailles d'autres pays. Peut-être devons-nous prendre option, soit pour une submersion totale par les États-Unis, soit par un abondon total. Aucun de ces deux choix ne nous enchanterait!

Le problème, tel que je le perçois, est le suivant. Pendant que le Marché commun s'élargit et s'approfondit, une nouvelle espèce de bloc commercial est en train d'apparaître. Ce nouveau bloc est composé non seulement des pays membres de la Communauté européenne mais d'un grand nombre de pays associés, d'une façon ou d'une autre, à la Communauté par des arrangements commerciaux préférentiels. Le principe de non discrimination en relations commerciales est largement compromis. Cela se produit au moment même où des tendances protectionnistes aux États-Unis se réaffirment, comme ce fut le cas récemment dans la forme de la nouvelle législation devant le Congrès américain. J'estime qu'on a le droit de craindre que ces deux phénomènes, européen d'une part, et américain d'autre part, ne se renforcent mutuellement.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que la formation de la Communauté européenne fut accompagnée par la négociation du Kennedy Round. A cette époque-là l'Europe et le monde entier s'avançaient en harmonie et de façon impressionnante vers un commerce plus libéral. Aujourd'hui il n'y a que peu de signes de cette relation harmonieuse, tout au contraire!

Lorsque j'ai rendu visite à sir Alec Douglas Home et à monsieur Heath à Londres, j'ai fortement insisté auprès d'eux sur la nécessité que l'Europe, pendant qu'elle s'avance vers l'unité économique et politique, n'oublie pas l'unité plus large du monde entier, unité à laquelle toutes les nations portent un intérêt vital.

Je ne crois pas faire preuve de pessimisme en m'exprimant ainsi. Des observateurs avertis, des deux côtés de l'Atlantique, ont déjà prévu toutes ces difficultés face aux événements. Et cela ne doit pas se produire! J'ai maintenu formellement ce point de vue à Ottawa, la semaine dernière, alors que je m'entretenais avec les chefs de l'administration américaine. Et c'est ce même point de vue que je viens exposer à mes interlocuteurs européens.

Avez-vous déjà réfléchi à ce monde qui se trouvera plongé dans une telle confrontation? Au Proche-Orient, il y a le miracle économique du Japon. Les Japonais abandonnent peu à peu leurs restrictions à l'importation. Ils ne seront pas encouragés dans cette voie par des mesures rétrogrades adoptées par l'Ouest. La Chine, pouvoir suprême, occupera la scène mondiale et avec une telle densité de population, son potentiel sera supérieur à celui de l'Europe. En 1972, et peut-être bien en 1971, le Gouvernement de Pékin siègera aux Nations Unies. Bien sûr, c'est ce que souhaite le Canada. De ce développement surgiront des changements incalculables. Les intentions de la Chine ne sont pas tout à fait connues. Une chose est certaine: si l'Europe et l'Amérique du Nord continuent à déployer leur énergie dans une lutte stérile pour le commerce, elles ne pourront guère relever le défi et saisir les occasions favorables que suscitera la participation de la Chine aux affaires internationales.

Les nations du Tiers-Monde devront affronter ces problèmes avec angoisse et appréhension. Des études récentes sont venues renforcer la conviction qu'un maximum d'efforts devront être déployés, pendant la prochaine décennie, pour venir en aide à ces pays qui luttent contre la pauvreté, la faim et la surpopulation. Toutes les nations développées devront unir leurs efforts à cette fin.

Les occasions d'échanges commerciaux avec les pays d'Europe de l'Est se multiplient à un rythme accéléré. Nous devons être en position de tirer profit de ces avantages, non seulement pour des raisons bénéficiaires mais aussi parce qu'ils apporteront une importante contribution à l'amélioration des relations Est-Ouest. Plus on fera du commerce, plus on établira de contacts, et une meilleure compréhension aboutira à de meilleurs résultats dans les négociations. C'est en unissant leurs efforts, en faisant preuve de détermination, en usant de patience et d'habileté que l'Europe et l'Amérique doivent chercher à mieux s'entendre avec l'Union soviétique, et non pas en se livrant une guerre commerciale ou en s'affrontant sur quelque autre plan.

Je crois en avoir dit suffisamment pour animer de bonnes et vives discussions. Personnellement, et à titre de porte-parole du Canada, je considère qu'une telle confrontation est impensable. Le monde ne peut pas se permettre une erreur si coûteuse. Nous devons apprendre à utiliser les ressources terrestres de façon rationnelle et imaginative si nous voulons survivre, et vivre une vie pratique dans la dignité humaine. J'ose espérer que l'imagination et le génie politiques qui ont caractérisé la formation et l'élargissement de l'Europe peuvent se faire sentir également dans un contexte mondial.

Les peuples d'Amérique du Nord et de l'Europe ne sont pas responsables que d'eux-mêmes. A titre de gardiens et régisseurs d'une grande part des connaissances, des ressources technologiques et des richesses du monde, ils doivent rendre compte de leur gestion aux pays en voie de développement. Leur maturité et leur expérience politiques les obligent à consacrer toutes leurs énergies à la recherche d'un meilleur système de sécurité pour le monde entier.

Les relations et échanges entre les deux continents doivent s'établir dans une atmosphère harmonieuse et non tendue. Ils doivent accepter leur responsabilité, non seulement pour le bien de leur peuple, mais aussi pour le bien de tous les peuples.

Ma visite en Europe me permet, tout comme ce fut le cas de mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pépin, pendant sa visite récente, de me faire une idée plus précise de ce qu'est la Communauté ainsi que de ses préoccupations. Toutes mes questions ont reçu des réponses franches et compréhensives. Les préoccupations canadiennes que j'exprime ont été entendues

avec courtoisie et sympathie. Ce genre d'échange permanent est essentiel à la compréhension mutuelle. C'est pour cette raison que je suis encouragé par le fait que Signor Malfatti, président des Communautés européennes, a accepté mon invitation de venir au Canada au printemps de l'année prochaine.

J'ai déjà dit que nous étions très angoissés au Canada. Cela est vrai, mais au Canada nous avons également le très vif espoir que la raison triomphera sur la recherche d'avantages temporaires et que les peuples de l'Amérique du Nord et de l'Europe continueront à travailler ensemble pour le bien de l'humanité.

s/c